



**XXXV^E SESSION DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE
LA FRANCOPHONIE PARIS, 5-6 JUILLET 2009**

**ALLOCUTION DE L'HONORABLE ANDRÉE CHAMPAGNE,
PRÉSIDENTE DE LA SECTION CANADIENNE**

**DÉBAT GÉNÉRAL
« CRISE FINANCIÈRE, LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
ET DÉVELOPPEMENT »**

**PRODUIT POUR L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE LA
FRANCOPHONIE**

Révisé le 4 juillet 2009

En tant que Présidente de la section canadienne de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, j'ai le plaisir d'être avec vous, à Paris, dans le cadre de cette XXXV^e Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Je suis honorée d'intervenir brièvement sur le thème fort important de notre débat général : « La crise financière, la lutte contre la pauvreté et le développement ».

Nous traversons la pire crise économique depuis la « grande crise » de 1929. Fermetures d'usines, faillites d'entreprises et hausse du chômage, sont le lot de tous les pays industrialisés. Bien que le Canada n'échappe pas à ces temps difficiles, ses institutions financières demeurent robustes et conservent la confiance des épargnants, ainsi que celle des organisations internationales.

Une telle crise financière, d'ordre planétaire, affecte certes les citoyens de tous les pays, mais risque aussi d'avoir des conséquences tragiques pour les moins bien nantis, ceux-là même qui dépendent de l'aide internationale. Déjà, dans les mois qui ont précédé les premiers soubresauts de la crise financière, nombre de pays souffraient, en raison de divers facteurs, de la hausse importante du prix des denrées et de l'énergie. Qu'en est-il maintenant que nous sommes tous engouffrés dans une crise mondiale qui est devenue une crise humaine et de développement?

Au Forum économique international des Amériques qui s'est tenu à Montréal au début du mois de juin, le Président fondateur, M^e Gil Rémillard, mentionnait d'entrée de jeu que « Cette crise économique nous amènera d'importants changements dans les relations internationales, que ce soit aux niveaux économique, politique, social ou autre. Nous vivons, en fait, la mise en place d'un nouvel ordre mondial ».

On a pu observer lors de ce forum réunissant l'élite économique mondiale une certaine inquiétude face à la crise et aux années qui viennent. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Dominique Strauss-Kahn, a estimé que les efforts consentis par les États devraient amener une certaine reprise à l'aube de 2010. Par contre, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a rappelé que les principales victimes de cette crise n'allaient pas être les pays développés, mais les pays en développement, réclamant aux premiers une aide financière supplémentaire.

Or, dans les jours qui ont suivi le Forum économique de Montréal, la FAO annonçait que le cap du milliard de personnes sous-

alimentées dans le monde, soit un sixième de l'humanité, serait franchi en 2009, non pas en raison de mauvaises récoltes mondiales, mais en raison de la baisse des revenus et des pertes d'emplois causées par la crise économique. La plupart de ces personnes vivent dans les régions Asie-Pacifique et en Afrique subsaharienne, dont bon nombre dans des pays de la Francophonie.

On se rappellera peut-être qu'en 1996, lors du Sommet mondial de l'alimentation (SMA), tenu à Rome, les Chefs d'État et de gouvernement ont adopté la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et le Plan d'action du SMA, qui visait à réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici 2015. Il faudrait donc que, tous ensemble, nous puissions ramener le nombre de personnes souffrant de la faim à 420 millions d'ici 2015, une tâche titanesque nécessitant de s'attaquer de manière efficace et de toute urgence aux causes profondes de la faim.

Les effets possibles de la crise économique sur la pauvreté et le développement sont nombreux si on en croit le FMI et la Banque mondiale : réduction de 32 p. 100 en 2009 des investissements étrangers à destination des pays en développement; chute de 5 à 8 p. 100 du montant des envois de fonds des travailleurs émigrés; baisse appréhendée de 25 p. 100 de l'aide publique au développement à destination des 71 pays les plus pauvres; augmentation des coûts d'emprunt à l'étranger; baisse du volume des échanges commerciaux; et j'en oublie.

La communauté internationale, bien qu'elle soit aux prises avec une récession sévère, ne peut oublier ses engagements envers le milliard de personnes qui souffrent de la faim. Pour nombre d'observateurs et de spécialistes, une assistance immédiate et concertée est nécessaire pour éviter une aggravation de leur situation.

À ce problème, s'ajoute celui du VIH/SIDA qui affecte tant de personnes, notamment sur le continent africain. Malgré les progrès accomplis en matière de lutte contre le VIH/SIDA, grâce à la trithérapie, le risque de voir la crise actuelle annihiler des années d'efforts demeure réel. Notre Réseau parlementaire de lutte contre le VIH/SIDA accomplit un travail remarquable, qu'il nous faut continuer de soutenir. Il faut exhorter les pays développés à respecter leur engagement récent de tripler le financement nécessaire dans l'espoir de juguler la pandémie. Il faudra 5 milliards de dollars supplémentaires d'ici 2010.

La résolution d'une crise mondiale commande une solution mondiale. Il appartient désormais à la communauté internationale de surmonter la crise financière tout en empêchant la crise humaine et celle du développement de s'aggraver dans les pays pauvres. Réjouissons-nous du fait que les dirigeants réunis à Londres le 2 avril 2009, à l'occasion du Sommet du G20, aient réaffirmé leur « engagement historique à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement ».

Au Canada, la ministre de la Coopération internationale, l'Honorable Beverley J. Oda, a réitéré, en mai dernier, l'importance de s'assurer que cette crise économique n'empêche pas les pauvres de sortir de la misère et ne fasse pas sombrer 53 millions de personnes de plus dans la pauvreté. Le Gouvernement du Canada a annoncé récemment qu'il allait cibler davantage son aide internationale en fonction de trois thèmes prioritaires qui orienteront le travail de l'Agence canadienne de développement international, l'ACDI. Il s'agit d'accroître la sécurité alimentaire, de favoriser une croissance économique durable et d'assurer l'avenir des enfants et des jeunes.

Concrètement, notre pays est en voie de doubler son aide internationale. Il respectera aussi son engagement envers le G8 de doubler l'aide à l'Afrique. En 2008, le gouvernement canadien a annoncé le versement de 450 millions de dollars supplémentaires sur trois ans au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Cette somme porte à près d'un milliard de dollars les ressources totales affectées par le Canada au traitement et à la prévention du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme.

Plus particulièrement, le Canada finance un nombre important de projets à Haïti dans la lutte contre le VIH/SIDA et a aussi contribué à accroître de presque 500 p. 100 depuis 2005 le nombre de traitements antirétroviraux au Mozambique. Globalement, grâce à son appui aux initiatives de l'OMS, ce sont 3 millions de personnes qui ont bénéficié d'un tel traitement et 25 millions qui ont participé aux essais cliniques de vaccins anti-VIH.

En outre, le Programme de la Francophonie de l'ACDI a versé plus de 9 millions de dollars aux organisations de la Francophonie pour appuyer leurs programmes de coopération internationale. Le Programme canadien des bourses de la Francophonie a permis à des ressortissants de 37 pays en développement membres de la Francophonie de poursuivre des études spécialisées dans des collèges et universités canadiennes.

Nos efforts, tant au Canada que partout dans le monde, demeurent sans doute insuffisants. C'est pourquoi il nous faut continuer à lutter contre le protectionnisme, à respecter nos engagements vis-à-vis l'aide au développement et à combattre les maladies et la faim. Enjoignons nos gouvernements nationaux à respecter les engagements pris au fil des ans. Faisons en sorte que les pays membres de la Francophonie continuent à se développer, à progresser sur tous les fronts afin d'assurer le mieux-être de leurs populations.

Je vous remercie de votre attention.